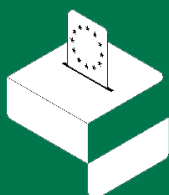




Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Pour une Europe fédérale : Souveraine, démocratique et sociale

*Manifeste des fédéralistes européens pour
les élections européennes 2019*



**I CHOOSE
EUROPE**

Pour une Europe fédérale : Souveraine, démocratique et sociale

Nous voulons une Europe qui rende justice à ses promesses et à ses réalisations passées en progressant en ce moment crucial. Une Europe qui ait le courage de sortir de l'impasse politique et de surmonter l'entrave politique des égoïsmes et du nationalisme. Une Europe qui permette aux Etats membres de s'intégrer à leur rythme, de diriger plutôt que d'attendre, ou de s'abstenir plutôt que de bloquer. Une Europe qui dise non aux vetos nationaux et oui à la liberté de choix de chaque peuple et de chaque Etat. Une Europe qui se donne les moyens de répondre aux attentes de ses citoyens.

Plus de six décennies après sa fondation, l'Union européenne demeure une ambition primordiale de paix et de bien-être, fondée sur la démocratie libérale, les droits de l'homme, la solidarité et l'État de droit. Elle reste le produit d'un passé amer et la promesse d'un avenir meilleur. Une promesse qui doit être tenue pour les générations futures aussi. Dans une Europe à la dérive, nous devons briser le cycle des crises et des réponses bricolées. Nous avons besoin d'un vent de changement qui guide une Europe en perte de vitesse vers de nouveaux horizons. Et nous devons réagir, car cette ambition de démocratie libérale et de solidarité est remise en question de l'extérieur et de l'intérieur de notre Union. Et les nouveaux défis et les nouvelles divisions ébranlent notre projet commun à sa base et nous appellent à prendre des initiatives nouvelles et audacieuses.

Le défi. L'Union européenne se trouve aujourd'hui dans une situation de crise sans précédent. Dans un agenda politique ouvertement antilibéral, des forces nationalistes et antidémocratiques croissantes s'efforcent de saper et de démanteler les structures créées pendant des décennies d'unification européenne et de revenir à l'illusion de la souveraineté nationale. Les puissances extérieures s'engagent activement et travaillent à affaiblir la cohésion européenne pour semer la division et le mécontentement dans nos sociétés et nos instances dirigeantes.

L'opportunité. Le système politique démocratique doit maintenant reconnaître, affronter et relever ce défi existentiel. Si l'Union européenne était et est toujours

une garantie pour la paix et le bien-être de ses citoyens, ses compétences et ses structures restent incomplètes et mettent en cause sa viabilité à long terme. Les prochaines élections européennes doivent donc devenir le moment de reconquérir le cœur et l'esprit des citoyens, en annonçant le projet politique d'une Europe souveraine, unie et démocratique.

La réponse. Le temps est venu de refonder l'Europe. Pour que des pouvoirs forts puissent développer les politiques nécessaires pour répondre aux besoins des citoyens : offrir aux Européens de nouvelles protections, de nouvelles garanties et de nouvelles opportunités. Des pouvoirs forts pour rendre les institutions européennes démocratiquement plus légitimes, plus autonomes et plus efficaces dans leurs domaines de compétence. Toutes les forces politiques engagées en faveur des idéaux des fondateurs devraient former une " coalition des volontaires " et franchir une nouvelle étape vers une Europe fédérale. Une Europe fédérale, c'est une Europe forte, unie, démocratique et sociale, qui répond aux attentes de ses citoyens pour un avenir meilleur. Une Europe fédérale est une Europe faite sur mesure pour les espoirs, les craintes et les besoins de ses citoyens. Une Europe qui respecte les identités nationales et la diversité culturelle, mais qui dispose des pouvoirs et des instruments nécessaires pour défendre et promouvoir nos intérêts et nos valeurs dans un monde instable.

Une Europe fédérale est une Europe qui :

- s'engage à mener des politiques nouvelles et plus efficaces pour défendre et promouvoir l'État de droit et les droits de l'homme
- développe une gouvernance plus efficace, démocratique et transparente de la zone euro
- met en œuvre une politique d'immigration et d'asile cohérente et efficace
- lutte contre les inégalités sociales et promeut de nouvelles initiatives sociales et pour la jeunesse
- soit chef de file mondial dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de la durabilité
- promeut une véritable politique étrangère et de sécurité commune dans des domaines et questions clés
- se dote de moyens financiers proportionnels à ses ambitions et à ses missions
- décide d'une manière plus efficace, plus simple et plus démocratique.

La prochaine étape. Au sein du prochain Parlement européen, les forces pro-européennes doivent s'engager dans ce nouvel agenda pour une refondation européenne. Ils doivent également se préparer à enclencher le processus de réforme des traités de l'Union européenne. Si tous les Etats membres ne se montrent pas prêts à faire le pas qualitatif vers une union fédérale, ceux qui le sont devraient ouvrir la voie à un nouveau traité prévoyant différents niveaux d'intégration au sein de l'UE, dans des conditions claires et dans le respect du cadre actuel de l'Union européenne, en évitant une " Europe à la carte " et en restant toujours ouverts à l'adhésion des autres. Une Europe du choix libre et démocratique pour les peuples et les Etats.

L'UEF appelle toutes les forces politiques qui reconnaissent la nécessité d'agir et qui partagent la vision d'une union fédérale à inclure ces principes directeurs dans leurs programmes politiques.

PROPOSITIONS POUR LA REFONDATION EUROPÉENNE

Nous demandons aux membres du Parlement européen nouvellement élu de s'engager fermement à soutenir ces propositions et à entreprendre une réforme rapide des traités de l'Union européenne.

1

L'achèvement de l'Union économique et monétaire

La zone euro fête ses 20 ans d'existence. Alors que ses marchés s'intègrent, la convergence prévue de nos économies ne se concrétise pas. La zone euro doit devenir plus résiliente et démocratique.

Nous demandons :

- l'achèvement de l'Union bancaire afin d'assurer la stabilité financière, y compris un système européen de garantie des dépôts et un Fonds monétaire européen démocratiquement gouverné;
- un budget de la zone euro, géré par un Trésor de la zone euro, financé par de véritables ressources propres et suffisamment important pour contribuer à la stabilisation macroéconomique;
- l'introduction d'outils de stabilisation et de solidarité, tels qu'un régime européen de réassurance-chômage;
- des règles efficaces permettant d'éviter les dépenses excessives en période de prospérité, tout en introduisant des outils de solidarité ;
- un rôle exécutif fort pour la Commission et un pouvoir de codécision total pour le Parlement européen également sur la définition d'un tel budget pour la zone euro et son financement.

Après une décennie d'améliorations essentiellement ponctuelles, la zone euro a un besoin urgent de nouveaux outils pour contribuer à sa stabilisation macroéconomique, à sa convergence et à sa solidarité. La zone euro doit devenir le noyau d'une Europe forte, unie, démocratique et sociale, capable d'agir en tant que puissance économique mondiale sur la scène internationale.

2 Mettre en œuvre une politique européenne cohérente en matière d'immigration et d'asile

La discordance persistante sur les politiques d'immigration et leur mise en œuvre inefficace et injuste remettent en question la capacité de l'Europe à gérer les flux migratoires à sa porte, mais plus encore sa capacité à respecter ses valeurs communes et ses obligations internationales.

Nous prônons une politique européenne d'immigration et d'asile fondée sur la solidarité, le partage équitable des responsabilités et le respect des droits de l'homme et demandons:

- le remplacement du règlement de Dublin par un régime d'asile européen équitable ainsi que la création d'un statut européen de réfugié et d'un visa humanitaire européen;
- la mise en place de moyens légaux de migration économique et l'élaboration de politiques d'intégration efficaces;
- la réforme de la politique de l'Union européenne en matière de visas afin d'assurer une réciprocité effective et de faciliter la circulation légale des personnes;
- le développement d'une politique européenne commune forte qui promeuve des solutions globales en matière de migration, en mettant l'accent sur les migrations régulières et la responsabilité partagée, en garantissant le respect des droits de l'homme et le partage des responsabilités;
- une autorité européenne de gestion des frontières créée pour gérer efficacement les frontières extérieures de l'Union européenne;
- une politique européenne de retour conforme aux obligations en matière de droits de l'homme et accompagnée de mesures concrètes de réintégration;
- des ressources européennes suffisantes pour financer les instruments susmentionnés.

Étant donné que l'immigration reste une source de préoccupation majeure pour les citoyens de tous les États membres, l'Europe en sortira renforcée par une réponse commune.

3

Mettre en place une politique étrangère et de sécurité européenne résiliente

Les affaires étrangères et de sécurité restent des domaines de politique intergouvernementale, dans lesquels les représentants des gouvernements et les chefs d'État décident collectivement et conservent individuellement un droit de veto sur chaque question. Compte tenu du déclin des alliances de l'Europe et de la multiplication des menaces qui pèsent sur le monde, cela doit changer.

Nous préconisons une politique étrangère et de sécurité résiliente et nous demandons :

- une Union européenne qui prend les mesures nécessaires pour conduire la coopération structurée permanente récemment créée (PESCO) vers une Union européenne de défense et de sécurité;
- une Union européenne qui promeut ses valeurs dans le monde globalisé d'aujourd'hui, qui renforce davantage son rôle dans la prévention civile des conflits, la gestion des crises et la stabilisation après les conflits, en laissant à la Commission la responsabilité de s'engager dans la protection civile, le sauvetage et l'aide en cas de catastrophes naturelles internationales ;
- l'acquisition en commun et l'investissement dans la recherche de produits et d'équipements de défense afin de favoriser la convergence et la compétitivité de la base technologique et industrielle de l'industrie européenne de défense;
- un système démocratique et transparent de prise de décision en matière de politique de sécurité et de défense commune en introduisant le vote à la majorité, en nommant un Commissaire à la défense et à la sécurité et en permettant au Parlement de colégiférer sur tous les aspects de la politique de sécurité et de défense sur un pied d'égalité avec le Conseil des ministres de la défense (présidé par le Haut Représentant) sur les propositions faites par la Commission européenne.

Passant du système intergouvernemental actuel à une Union européenne de défense et de sécurité autonome, l'Europe trouvera une voix commune pour endiguer la marée d'impuissance, d'inaction, d'isolement et d'instabilité.

4

Financer un budget européen avec des ressources européennes

Le budget européen dépend entièrement des contributions de chaque Etat membre. Nous préconisons de passer à un budget européen largement indépendant, financé par des ressources européennes.

L'UE devrait se réserver le droit d'augmenter les taxes sur les activités transfrontalières qui touchent tous les Européens et dans des domaines où seule l'Europe peut parvenir à une taxation efficace et équitable, tels que les multinationales, les produits numériques, les transactions financières, les émissions de dioxyde de carbone ou l'utilisation du plastique.

La mobilisation de ressources européennes pour un budget européen permettra à l'UE de transformer les coûts subis par tous en ressources profitant à tous.

5 Lutte contre le changement climatique

Un nouveau pacte européen contre le changement climatique peut être le nouveau projet, limité et décisif pour une refondation européenne qui peut jouer le même rôle que celui joué par le charbon et l'acier au siècle dernier. Nous soutenons le projet de création d'une Banque européenne pour le climat, en tant que succursale de la Banque européenne d'investissement (BEI), afin de soutenir la transition écologique européenne, en s'appuyant sur les expériences antérieures de la BEI dans d'autres secteurs et ouverte aux financements nationaux et privés.

Pour promouvoir la transition vers une économie durable et pleinement respectueuse de l'environnement, nous demandons à l'Union européenne de:

- élaborer un plan de sortie progressive des combustibles fossiles, y compris l'arrêt des subventions à l'industrie fossile, conformément aux obligations de l'Accord de Paris;
- introduire une taxe carbone;
- orienter les investissements vers les énergies renouvelables durables ;
- promouvoir l'efficacité énergétique;
- imposer des objectifs contraignants de réduction des émissions;
- imposer des mesures visant à réduire au minimum les déchets plastiques;
- promouvoir un débat public à l'échelle européenne afin d'introduire de nouvelles règles pour la transition écologique;
- promouvoir les "emplois verts".

6

Prise de décision européenne démocratique et efficace : une Europe fédérale

Actuellement, les Etats membres restent “maîtres des traités” en conservant un droit de veto et la plupart des décisions doivent être ou sont prises par consensus. Le système du vote à l’unanimité, combiné à l’absence de séparation des pouvoirs et à un manque de pouvoirs, empêche une prise de décisions réactive, transparente, légitime et responsable.

Nous préconisons le passage à un système fédéral, ce qui implique que:

- la Commission - avec un nombre réduit de membres - devrait devenir le seul organe exécutif, en fait le Gouvernement de l’Union européenne;
- le Parlement devrait être sur un pied d’égalité avec le Conseil des ministres dans tous les domaines, agissant ainsi ensemble en tant que branche législative de l’Union européenne;
- au moins une partie des membres du Parlement européen à partir de 2024 devraient être élus sur des listes transnationales dans une circonscription européenne unique, afin de promouvoir de véritables partis et mouvements politiques européens et de renforcer le choix démocratique des citoyens;
- le Conseil européen ne devrait avoir que des fonctions de représentation et d’orientation politique de haut niveau.

Face à la montée du protectionnisme mondial et au déclin des valeurs démocratiques, seule une Europe fédérale a le pouvoir de montrer la voie dans un monde de plus en plus interdépendant.


Union of European Federalists

+32 (0)2 508 30 30


secretariat@federalists.eu

www.federalists.eu

#IChooseEurope

 European Federalists

 @federalists

 european_federalists

#ToFedEU